

La Commission Dexia attend...

► C'est un des messages envoyés lors du débat animé hier en séance plénière.

Le député Jan Jambon (N-VA) a été parmi les députés de l'opposition les plus en verve hier lors du débat en séance plénière sur les travaux la Commission Dexia. Il a estimé que c'est maintenant à la justice à reprendre le flambeau. *"Mais qui sont les responsables?"*, a-t-il demandé, faisant comprendre que le rapport et les recommandations n'étaient pas assez explicites à cet égard. De cette façon, il mettait aussi en doute ce qu'avait dit juste avant Luk Van Biesen (Open VLD) pour qui *"la justice pourra y trouver des éléments"*. Ce qui n'est pas l'avis de Bruno Valkeniers (Vlaams Belang). Lequel a rappelé que le parti socialiste *"dès le premier jour a estimé qu'il n'était pas question, au sein de la Commission*

Dexia, de désigner des responsables ou des coupables".

La présidente de la Commission Marie-Christine Marghem (MR) a aussi minimisé les difficultés menant à une action en justice. *"Il suffit d'aller consulter un avocat qui connaît les procédures à suivre"*, a-t-elle dit.

Plusieurs représentants de l'opposition dont Georges Gilkinet (Ecolo) ou Meyrem Almaci (Groen!) ont regretté que le Parlement ait refusé d'instituer une Commission d'enquête. *"Ce fut une opération étouffoir"*, a clamé Bruno Valkeniers.

Autre critique émanant d'un autre élu du VB, Hagen Goyvaerts, avait trait aux recommandations et plus particulièrement celle consistant à imposer un représentant des autorités de contrôle dans les conseils d'administration des banques. Sera-ce possible pour les institutions contrôlées par des actionnaires étrangers (comme Deutsche Bank ou Fortis banque)? A cela, Luk Van Biesen a répondu *"qu'il faudra*

voir quelles modalités permettront de renforcer le contrôle". Mais il ne voit *"pas d'obstacle"* de nommer un observateur par exemple chez Deutsche Bank Belgique.

On aura aussi assisté à une prise de bec entre Christiane Vienne (PS) et Meyrem Almaci notamment sur les recommandations. *"Bla, bla, bla"*, a dit la première à la seconde, estimant que les verts ont fait les mêmes recommandations qu'après la première Commission parlementaire sur la crise financière en 2009. Georges Gilkinet a rétorqué que la Commission Dexia avait rejeté une grande partie des recommandations des verts dont celle de renégocier les garanties apportées par l'Etat belge.

Le refus d'Yves Leterme, l'ex-Premier ministre, de témoigner devant les députés a été épinglé, y compris par des membres de la majorité.

Le vote en séance plénière est prévu ce jeudi.

AvC